

*Alexander Vezenkov*

**HISTOIRE DE L'ÉTAT  
OU HISTOIRE DU PARTI :  
l'historiographie bulgare  
sur le régime communiste**

Je me propose d'attirer l'attention sur un défaut fondamental de l'historiographie d'aujourd'hui de l'histoire politique de la Bulgarie pendant la période communiste. Il ne s'agit pas des partialités des chercheurs, de leurs tentatives de « tout nier » ou bien, au contraire, de « réhabiliter » le régime communiste. Le problème général et fréquent vient du fait que l'on ne tient pas toujours compte de sa structure institutionnelle. Malgré la définition courante du régime communiste en tant que dictature d'un seul parti, cette dictature est étudiée et ensuite présentée d'abord à travers les institutions publiques.

L'intérêt porté avant tout sur l'activité des institutions publiques et sur leurs titulaires se comprend aisément : telle est l'approche habituelle des recherches en histoire politique. Or, dans ce cas, cette approche ne convient pas, parce qu'elle ne correspond pas au caractère spécifique du régime politique de la période 1944-1989. Selon le modèle communiste, les institutions publiques à tous les niveaux sont soumises aux organes dirigeants respectifs du parti. En tête du régime, il y a le secrétaire général/le premier secrétaire du parti communiste, peu importe s'il occupe aussi un autre poste dirigeant de l'État et quel est ce poste. Le gouvernement, ainsi que les autres institutions publiques centrales, se trouvent sous le contrôle de la direction suprême du parti, le Bureau politique et le Secrétariat du Comité central. Les institutions publiques elles-mêmes sont non seulement en position de soumission, elles n'agissent guère de manière autonome. « Le rôle dirigeant du parti » n'est pas un slogan vide de sens : toutes les décisions politiques importantes et toutes les nominations aux postes clés passent par l'appareil et par les organes dirigeants du parti communiste.

Si tout cela est bien connu, il n'en reste pas moins que dans les publications consacrées à l'histoire politique du régime communiste règne la tendance à étudier essentiellement les institutions publiques. De la même façon, les études existantes d'histoire institutionnelle concernent surtout le gouvernement<sup>1</sup>, mais aussi l'Assemblée nationale<sup>2</sup> et l'institution du chef d'État<sup>3</sup>. D'autre part, il manque des études spéciales consacrées au Parti communiste bulgare, au Bureau politique, au Secrétariat ou à l'appareil de son Comité central, aux structures locales du parti, etc.<sup>4</sup> L'histoire du parti communiste lui-même n'est pas considérée comme un objet légitime d'étude.

Plusieurs publications portent sur un problème de la « politique de l'État »<sup>5</sup> ou de la « politique du gouvernement bulgare »<sup>6</sup> même si les décisions importantes concernant la politique de l'État ne sont pas prises par les organismes d'État. Quand il s'agit de répressions contre les adversaires politiques, les minorités, l'église ou l'intelligentsia, la Sécurité d'État passe au premier plan et par là, indirectement, on suggère que c'est de l'État, et non pas de la direction du parti, que les services secrets relèvent en fin de compte<sup>7</sup>. Parfois, on parle de « l'État » et des « institutions publiques » par une certaine inertie. On peut mentionner, par exemple, les publications sur le thème de « l'État et l'Église » pendant la période postérieure à 1944<sup>8</sup> : une formule tenace, empruntée aux études sur l'histoire médiévale. Même si elle conserve une bonne partie de sa valeur explicative, l'opposition « l'État et l'Église » ne suffit tout de même pas pour étudier le modèle communiste.

Il y a aussi plusieurs ouvrages de référence sur telle ou telle institution. Ces ouvrages présentent l'évolution de l'institution en question depuis sa création jusqu'au moment de la publication de l'ouvrage. Il y en a sur les gouvernements et les ministres en Bulgarie<sup>9</sup>, sur des ministères à part avec leurs titulaires<sup>10</sup>, sur l'Assemblée nationale<sup>11</sup>. De la même façon, les histoires de telle ou telle localité énumèrent tous les maires d'une ville depuis 1878<sup>12</sup>. Le problème est que ces ouvrages exhaustifs et systématiques sur les institutions publiques et leurs directions ne tiennent pas compte de l'organisation institutionnelle particulière au régime communiste. Pour ce qui est de la période de la direction communiste, il ne suffit pas de mentionner tous les titulaires d'un ministère et les dates de leurs fonctions. Il faut également indiquer les secrétaires du CC et éventuellement des membres du Bureau politique qui avaient en charge le secteur respectif et qui sont

hiérarchiquement supérieurs ; il ne suffit pas de donner les noms des maires d'une ville si l'on omet ceux des premiers secrétaires municipaux du PCB de la ville en question. Autrement, l'information serait incomplète et quelque peu abusive. De la même façon, on ne saurait écrire l'histoire politique à partir des changements qui sont intervenus au sein du gouvernement et à partir de la « politique du gouvernement » puisque toutes les décisions sont prises par la direction du PCB. Du reste, les questions liées à la défense, à la situation intérieure du pays, à l'activité des services secrets, à la politique extérieure et à l'idéologie, ne sont nullement discutés au Conseil des ministres en tant qu'organe collectif. Il n'est pas correct de présenter les dictateurs communistes comme « premiers ministres » ou « chefs d'État », puisqu'ils sont avant tout des « dirigeants de parti ».

## L'enseignement

On se heurte aux mêmes problèmes quand on se tourne du côté de l'enseignement de l'histoire bulgare moderne dans les universités et dans les écoles. Je prends pour exemple le Coursus de la Faculté d'Histoire de l'Université de Sofia dans sa dernière variante accessible de 2005<sup>13</sup>. Suivant le modèle établi de présentation et de division en périodes de l'histoire politique de la Bulgarie jusqu'en 1944, le cursus énumère de façon exhaustive tous les gouvernements du pays pendant la période communiste<sup>14</sup>. Lorsqu'on parle de « politique », celle-ci est du « gouvernement » ou de « l'État », mais non du « parti ». On évoque « les institutions sociales et publiques » dans tel ou tel domaine, comme si elles ne se trouvaient pas sous le contrôle sévère du parti. L'histoire institutionnelle est présentée à travers les Constitutions de 1947 et de 1971<sup>15</sup>, mais sans accorder une place à part aux organes dirigeants du PCB et de l'appareil du parti. On traite de l'administration locale<sup>16</sup>, mais pas des structures locales du parti. On constate « la transformation du Front de la patrie en une organisation sociopolitique de masse »<sup>17</sup> sans attacher une attention spéciale à la massification du parti communiste. On ne s'occupe pas de la question des mécanismes de la direction du parti et du contrôle sur les organes d'État, y compris du système dit « la nomenklatura des cadres ». Un autre phénomène spécifique est absent : les cellules du parti sur les lieux de travail.

On parle du PCB, mais d'une manière qui ne permet pas d'articuler sa place dominante au sein du pouvoir et surtout de la façon dont ce parti se sert du pouvoir. Ainsi, par exemple, on fait mention du rôle dirigeant du PCB, et la phrase suivante parle de la « fusion des organes du parti et

36 de ceux de l'État », au lieu de dire que les uns sont au-dessus des autres<sup>18</sup>. Le Parti communiste est évoqué comme étant l'un des partis au pouvoir après la prise de ce dernier<sup>19</sup>, puis on évoque de manière similaire les partis d'opposition. On met ainsi sur un pied d'égalité le parti qui gouverne sans concurrence, ses satellites effacés et les partis de l'opposition qui n'ont aucune chance de venir au pouvoir un jour. On constate le même manque de clarté dans les formules relatives aux décennies suivantes où le PCB est mentionné à deux reprises aux côtés du Parti agrarien et des organisations sociales<sup>20</sup>, tandis que les institutions publiques et leurs politiques sont traitées plus longuement. Il ne faut pas oublier que cette façon de présenter le parti gouvernant comme un élément d'un groupe d'organisations politiques constitue un procédé du régime communiste lui-même afin que sa nature monopartite ne frappe pas trop.

Ce modèle s'est déjà imposé, plus encore, il se reproduit. On recommande aux étudiants et aux doctorants d'étudier « une institution publique ». Et ces recommandations viennent de chercheurs qui connaissent bien par ailleurs quelles sont les relations entre le parti et l'État sous le communisme. D'autre part, on évite délibérément d'étudier les structures du parti : ce genre de sujets sont considérés comme inspirés de la conjoncture d'avant 1989 et liés à la discipline idéologique par excellence qu'était « L'histoire du Parti communiste bulgare ».

Il est vrai que le rôle dominant du parti communiste est toujours évoqué, avec indignation du reste, et puis c'est tout. Il ne suffit pas de souligner que le gouvernement était réduit « à exécuter les décisions prises par la direction du PCB », comme on peut le lire dans un manuel pour les lycées<sup>21</sup>, sans expliquer comment les décisions en question étaient prises et imposées. Puisqu'il s'agit de « décisions prises par la direction du PCB », il faut surtout parler de cette direction avant d'évoquer les gouvernements qui ne font qu'exécuter ces décisions.

### **Pourquoi n'écrit-on pas sur le PCB ?**

Ce n'est pas un hasard si l'on évite le thème du PCB. Certains auteurs, désireux de présenter le régime communiste sous un jour moins défavorable, préfèrent parler de politique « d'État » au lieu de « politique de parti », de « gouvernement bulgare » au lieu de « gouvernement communiste », de « Bulgarie » au lieu de « la République populaire de Bulgarie ». Il est des publications qui présentent les dirigeants de la période communiste carrément comme des « hommes d'État bulgares »<sup>22</sup> même si les plus influents

d'entre eux sont avant tout des « hommes de parti ». Reste à savoir dans quelle mesure cela se fait sciemment, en vue de leur réhabilitation progressive : dans le lexique bulgare d'aujourd'hui, le mot « homme d'État » a une connotation positive, à la différence des mots « politicien », « fonctionnaire de parti », « militant communiste » et d'autres. Aussi un recueil de souvenirs élogieux sur Todor Jivkov est-il intitulé « l'homme d'État et l'homme »<sup>23</sup> et ce genre de publications ont également été consacrées à ses compagnons<sup>24</sup>. Dans les publications destinées à l'étranger et datant des dernières années du régime communiste, les leaders communistes sont présentés comme des « hommes d'État »<sup>25</sup>. Les publications historiques à l'intention d'un public étranger appellent également les dirigeants de la période communiste des « hommes d'État » quand il s'agit de les présenter sous un jour favorable<sup>26</sup>. Les fonctionnaires du parti eux-mêmes mettent en avant, dans leurs Mémoires, leur activité au sein des institutions publiques. À peine récemment, les documents biographiques commencent à parler davantage des postes occupés dans la hiérarchie du parti, ceci étant lié à la « normalisation » des idées relatives au passé communiste qui mettent une sourdine à la critique du régime.

Bref, on observe une tendance délibérée à mettre en avant la tradition d'État et à laisser au second plan tous les ébranlements politiques : alignés dans les ouvrages de référence<sup>27</sup>, rangés dans les corridors des institutions respectives, les noms et les portraits de tous les ministres d'un ministère ou des maires d'une ville depuis la Libération jusqu'à nos jours donnent l'impression d'une tradition continue. Et ceci se fait presque dans le but « pédagogique » d'apprendre à ne pas tout renier, à avoir du respect pour notre passé, car « les partis changent, la Bulgarie reste ».

Ce type de pensée s'impose bien avant 1989. On l'observe déjà pendant les années 1970 et 1980, lorsque le PCB commence à se cacher derrière le nationalisme et « la tradition étatique bulgare ». Un des exemples emblématiques à cet égard, c'est lorsqu'en 1971 la nouvelle Constitution change le nom de la « Présidence de l'Assemblée nationale » en « Conseil d'État de la République populaire de Bulgarie ». L'« État » et la « la tradition étatique » deviennent peu à peu le paravent du régime communiste. La dénonciation de toute activité anticomuniste commence par la formule selon laquelle elle serait dirigée contre « le gouvernement légitime du pays », tandis que les critiques étrangères du régime communiste sont qualifiées d'« intervention dans les affaires intérieures de l'État »<sup>28</sup>.

Cette tendance se manifeste aussi sur « le front historique ». Ainsi la publication en trois volumes *Bulgarie 1300* à l'occasion du 1300-ème an-

38 niversaire de l'État bulgare porte-t-elle le sous-titre d'*Institutions et traditions d'État*<sup>29</sup> ; bien d'autres publications se situent dans le même sillage<sup>30</sup>. De cette manière, dans le grand nombre de publications en « histoire de Bulgarie » se dessinent deux tendances : « l'histoire des Bulgares », qui comprend n'importe quel Bulgare en dehors de la Bulgarie, et « l'histoire de l'État bulgare » qui doit donner le sentiment de stabilité et de continuité.

Après les décennies de propagande obsédante, certains auteurs semblent ressentir une certaine lassitude à parler du « Parti ». J'ai souvent entendu dire : « Je me réjouis que mes enfants étudieront l'histoire de Bulgarie, et non pas l'histoire du PCB ». De la même façon, bien des chercheurs considèrent le gouvernement communiste comme un accident assez désagréable dans l'histoire récente du pays et préfèrent ne pas trop y insister, à plus forte raison sur le PCB lui-même.

Il s'ensuit un consensus étrange : des auteurs aux orientations politiques opposées évitent au même point le thème du parti communiste. Certes, il en est question, on ne saurait le passer sous silence, mais cela se fait en quelque sorte entre autres choses. Dans les titres des sujets de recherche, le nom du PCB apparaît surtout lorsqu'il s'agit de trahisons nationales<sup>31</sup> et de répressions non voilées<sup>32</sup>. L'histoire politique générale parle d'abord de l'État, de la « Bulgarie »<sup>33</sup>.

Quels que soient les motifs de négliger le thème du parti communiste, du point de vue de l'histoire politique cette approche est profondément erronée, car elle ne permet pas de voir les mécanismes réels du pouvoir sous les régimes communistes. Bien entendu, on ne saurait dire que la direction du parti arrivait à diriger et à contrôler parfaitement tout ; il n'en reste pas moins qu'une étude de l'histoire politique du régime communiste devrait commencer par les structures dirigeantes du PCB et par leurs décisions.

### Une partie de l'histoire nationale

Les problèmes que nous évoquons sont étroitement liés à la tendance qui consiste à étudier et à présenter l'histoire politique de la période 1944-1989 dans l'ornière générale de l'histoire nationale et/ou de l'histoire de l'État bulgare. Aller au-delà des limites « 1944 » et « 1989 » permet, d'une part, de voir les processus dans une perspective plus longue, mais recèle, d'autre part, quelques risques. Pareille approche des événements conduit inévitablement à sous-estimer les changements qui s'étaient produits à l'époque, à perdre de vue le caractère spécifique de cette période bien par-

ticulière. Or, ceci est très important quand il s'agit d'envisager le régime politique et ses institutions<sup>34</sup>.

39

Certains auteurs qui écrivent sur l'histoire de la Bulgarie, et non du PCB, succombent à la tentation d'expliquer le caractère du régime communiste dans le pays par les traditions « bulgares », par des particularités socio-psychologiques des « Bulgares » qui se seraient forgées au cours des siècles, par les mœurs politiques qui existaient bel et bien avant aussi ; on compare la création du Conseil d'État de la RP de Bulgarie en 1971 avec le Conseil d'État à l'époque de Batenberg et du régime des délégations ; on compare le régime de Jivkov à celui du roi Ferdinand, on fait des parallèles entre les dictatures avant le 9 septembre 1944 et celle d'après. Les traditions politiques et la mentalité auxquelles succède le régime communiste ont leur importance, mais elles ne sauraient expliquer son organisation et son mode de fonctionnement. Sans chercher à idéaliser les régimes et les mœurs politiques avant 1944, il faut souligner que le régime communiste diffère radicalement de toute autre dictature précédente. Et il ne s'agit pas de juger du caractère des répressions et du nombre des victimes : le régime communiste a une idéologie tout à fait différente, une organisation institutionnelle, un système de prise de décisions et de leur application sans commune mesure avec tout ce qui l'avait précédé.

Un rôle important dans la banalisation du changement survenu à la suite du régime communiste revient à cette façon de présenter le 9 septembre comme « un énième coup d'État » du même groupe d'hommes. En effet, quelques coïncidences à cet égard semblent justifier de pareilles interprétations (encore « Zveno », encore Kimon Gueorguiev et Damian Veltchev). Or, celles-ci conduisent à faire l'impasse sur les conséquences globales de l'occupation du pays par l'armée soviétique et sur l'instauration d'un régime politique radicalement différent.

Les publications d'avant 1989 considèrent l'histoire du Parti communiste bulgare avant tout dans un contexte national, le cadre communiste international étant délibérément relégué au second plan. Au lieu de partir de la constatation que l'instauration du pouvoir communiste est le résultat de l'entrée de l'armée soviétique dans le pays à la fin de la Seconde guerre mondiale, l'historiographie officielle essayait de présenter cette mise en place du régime comme la conséquence d'une « résistance antifasciste armée », comme le résultat de « décennies de lutte » du parti, et même des « luttes pluriséculaires du peuple bulgare pour la libération nationale et la justice sociale ». Les publications en histoire du PCB de cette époque

40 commencent d'habitude par « la lutte du peuple bulgare contre les oppresseurs ottomans »<sup>35</sup>.

Il faut, par conséquent, penser au contexte. Le régime communiste ne peut pas être appréhendé uniquement comme une étape de l'histoire politique de la Bulgarie ; il doit être considéré comme le produit d'un modèle imposé de l'extérieur, à savoir le modèle soviétique. La préhistoire du système politique de la période 1944-1989 est à chercher non dans « l'histoire de la Bulgarie d'avant 1944 », mais dans la Russie soviétique et notamment dans l'idéologie et la pratique du Parti communiste panrusse (bolcheviques). Il convient donc d'étudier d'abord ce modèle et sa formation. Soulignons aussi que le système communiste étant déjà imposé sous une forme achevée dans tous les pays de l'Europe de l'Est, il serait mieux compris en Bulgarie si on l'étudiait dans une perspective comparée.

### **Pour une histoire vraiment nouvelle du PCB**

La solution du problème ne consiste pas à dépoussiérer les vieux manuels d'« Histoire du PCB » et à les lire à l'envers. À quelques exceptions près, les publications en la matière d'avant 1989 ne peuvent pas servir à grand-chose, et ceci, non pas à cause de leur parti pris politique (ce que l'on conçoit aisément), mais parce qu'il ne disent presque rien sur l'organisation des structures dirigeantes du PCB<sup>36</sup> et n'expliquent pas les mécanismes dont les décisions sont prises et mises en œuvre. L'histoire officielle du parti évoque « le passé héroïque d'avant 1944 », puis, suivant le même modèle, « les succès de l'édification socialiste ». Par ailleurs, une grande partie de la production des anciens départements d'« histoire du PCB » porte non sur l'histoire du parti lui-même, mais sur d'autres partis et organisations, sur des problèmes divers de l'histoire sociale et économique, ainsi que sur la question nationale<sup>37</sup>.

Aujourd'hui, on s'intéresse à des questions qu'il ne fallait pas discuter publiquement à l'époque : les structures de pouvoir du PCB qui dirigent et contrôlent efficacement tout le reste. À cet égard, les publications officielles ne fournissent que des éléments isolés. La soviétologie occidentale a quelques contributions en la matière, mais, petit à petit, l'accès aux archives des partis communistes depuis 1989 ouvre des possibilités bien plus grandes dans ce sens. Il existe déjà depuis un bon moment des conditions pour étudier l'histoire du Parti communiste bulgare d'une manière nouvelle qui n'a rien à voir avec ce que faisait la discipline idéologique dénommée « Histoire du PCB ». Bien que, depuis déjà plus d'une décennie, les archi-

ves du PCB sont étudiées largement par les chercheurs qui y trouvent leur principale source d'information, jusqu'à présent l'histoire de ce parti dirigeant et de sa politique n'est pas placée au centre des recherches.

Ceci dit, je suis loin de sous-estimer la question de la nécessité d'ouvrir entièrement les archives des anciens services secrets. Il y a un autre problème essentiel : la majeure partie des documents des institutions publiques, qui avaient été classifiés, ne sont toujours pas déclassifiés et déposés dans les archives d'État en vue de leur consultation libre. L'analyse de toute cette information doit partir de l'idée de départ que tous ces services et institutions faisaient partie d'un schéma complet soumis à la direction du parti. Une meilleure histoire du pays pendant la période 1944-1989 doit non seulement reconnaître le rôle dominant du parti communiste à l'égard de l'État et de la société, elle doit aussi étudier de près la structure organisationnelle et le fonctionnement de ce parti, ainsi que ses mécanismes de direction et de contrôle.

*Traduit du bulgare par Stoyan Atanasov*

## Notes

- <sup>1</sup> M. Mintchev, *Le premier gouvernement du Front de la patrie*, Sofia (en bulgare), 1988; M. Issousov, « Les gouvernements de démocratie populaire en Bulgarie », in *Pages de l'histoire bulgare. Événements, réflexions, personnalités 2*, Sofia, Prosveta (en bulgare), 1993, p. 31-43; L. Oghnianov, « Le Conseil des ministres dans le système politique de la Bulgarie (1949-1956) », in *120 ans de pouvoir exécutif en Bulgarie*, Sofia (en bulgare), 1999, p. 273-287 ; M. Mintchev, *Le second gouvernement du Front de la patrie*, Véliko Tarnovo (en bulgare), 2001.
- <sup>2</sup> S. Milanova, « Le Parlement et la Constitution dans la vie politique en Bulgarie », in *Pages...*, (en bulgare) 1993, p. 14-29 ; L. Oghnianov, « Le Parlement dans le système politique de la Bulgarie (1946-1955) », in *Le XXI<sup>e</sup> siècle. Les Balkans : la science et l'éducation*, Kardjali (en bulgare), 2002.
- <sup>3</sup> A. Vézenkov, « L'institution du chef d'État en Bulgarie (1944-1990). Une étude comparée » (en bulgare), in *Istoritchesko badechte*, 2001, 1, p. 129-143.
- <sup>4</sup> Le paradoxe est que la seule information systématisée sur la question se trouve dans le *Guide du fonds du PCB, conservé dans les Archives centrales de l'État*. S. Tzvetanski, T. Dimitrov (dir.), Sofia, Direction générale des archives (en bulgare), 2000.
- <sup>5</sup> St. Trifonov, « Les musulmans dans la politique de l'État bulgare (1944-1989) », in *Pages...*, 1993, p. 211-224 ; M. Gruev, *Les Bulgares musulmans dans la politique de l'État bulgare (1944-1959)* : thèse de doctorat, Sofia (en bulgare), 2001.
- <sup>6</sup> Il. Martcheva, « La politique du gouvernement bulgare pour le financement de l'industrialisation, 1949-1953 » (en bulgare), in *Istoritcheski pregled*, 1990, 4, p. 3-17.

- 42 <sup>7</sup> Pour ce qui est de l'ancienne RDA, des chercheurs comme Hermann Weber et Manfred Wilke insistent que l'histoire du Parti socialiste unifié allemand est sous-estimée parce que l'opinion publique et les chercheurs s'intéressent prioritairement à la Sécurité d'État (Stasi) : M. Wilke, "Die Verdrängte Geschichte der SED", in: *Die Politische Meinung*, n° 417, August 2004, p. 37-45. Ce problème se pose avec encore plus d'acuité chez l'historiographie bulgare du régime communiste.
- Le problème du caractère particulier des régimes communistes, une conséquence de la domination absolue d'un parti unique, a d'abord été traité dans les sciences politiques à l'Ouest pendant les années de la Guerre froide. Ainsi, par exemple, Thomas Lowit propose le terme de « parti polymorphe » dans la mesure où les institutions publiques et les organisations sociales dans les pays communistes devraient être considérées uniquement comme des sub-divisions d'une structure unique, celle du parti communiste : T. Lowit, "Le parti polymorphe en Europe de l'Est." In: *Revue française de science politique*, 29, 1979, 4-5, p. 812-846; T. Lowit, "Y a-t-il des États en Europe de l'Est ?" In: *Revue française de sociologie*, 20, 1979, 2, p. 431-466.
- <sup>8</sup> D. Kalkandjieva, *L'église orthodoxe bulgare et l'État, 1944-1953*, Sofia, Albatros (en bulgare), 1997. On constate un changement dans la seconde édition, mais la formule juste n'est pas encore trouvée : *L'église orthodoxe bulgare et la « démocratie populaire » (1944-1953)*, Silistra, Fonds Demos (en bulgare), 2002 ; M. Métodiev, « L'aliénation de l'Église orthodoxe bulgare par l'État communiste » (en bulgare), in *Hristianstvo i kultura*, 2007, 2 (21), p. 4-12.
- <sup>9</sup> T. Tachev, *Les ministres de la Bulgarie, 1879-1999*. Sofia: AI (en bulgare), 1999, A. Tzourakov, *Encyclopédie des gouvernements de Bulgarie, 1879-2001*. Sofia, Petar Beron (en bulgare), 2001 (et 2005).
- <sup>10</sup> V. Kolev, D.M. Dimitrov, L. Kospartova, *Annales du ministère de l'éducation, 1879-2001*. 2<sup>e</sup> éd. Sofia, MON, UI, 2001; *125 Years Ministry of Defense*. Sofia: Ministry of Defense, [2003]; *125 ans de Ministère de la justice. Almanach d'anniversaire (1879-2004)*. Sofia: Sibi, 2004; [http://www.mvr.bg/AboutUs/History/old\\_ministers.htm](http://www.mvr.bg/AboutUs/History/old_ministers.htm)
- <sup>11</sup> A. Tzourakov, *L'Assemblée nationale de la Bulgarie (1879-2003)*. *Petite encyclopédie*, Sofia, Petar Beron (en bulgare), 2003.
- <sup>12</sup> Par exemple, E. Kessiakova, A. Pigeu, St. Chivatchev, N. Petrova, *Un livre sur Plovdiv*, Plovdiv, Polygraphe (en bulgare), 1999, p. 231 ; G. Kotzev, « Les maires », in *Sofia, une capitale de 120 ans. Livre d'anniversaire*, Sofia, éd. « Prof. Marine Drinov » (en bulgare), 2000, p. 216-234.
- <sup>13</sup> Le cursus de l'Histoire de Bulgarie à la Faculté d'Histoire de l'Université « Sveti Kliment Ohridski », 2005, p. 14-18: [http://www.clio.uni-sofia.bg/BG/pass/Pr.Bg\\_istoria.pdf](http://www.clio.uni-sofia.bg/BG/pass/Pr.Bg_istoria.pdf).
- <sup>14</sup> Même les « gouvernements de Vassil Kolarov (1949-1950) sont présentés comme un problème à part. Suivant cette logique, le « régime » de Valko Tchervenkov commence en 1950 (*ibid.* p. 16, point 4), alors qu'il prend la direction pendant

l'été de 1949, au moment où Kolarov est déjà gravement malade et politiquement marginalisé.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 15, point 1; p. 17, point 8.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 17, point 8: « changements de l'organisation administrative et territoriale du pays » ; le questionnaire pour l'examen comportait aussi la question des « conseils populaires ».

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 16, point 4.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 16, point 4. Le monopole du PCB n'est mentionné qu'une fois – dans la partie sur la période postérieure au 10 novembre 1989, lorsque le PCB renonce à son monopole (p. 17, point 9).

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 14, point 1: « L'évolution idéologique, politique et organisationnelle des partis au pouvoir : le Parti ouvrier bulgare (communistes), le Parti agrarien, le Parti ouvrier social-démocrate et l'Union populaire « Zveno ».

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 16, point 7: « La place du PCB, du Parti agrarien et des organisations sociales dans le système politique du pays » (pendant les années 1950 et 1960) et p. 17, point 8 « Tendances principales dans l'activité du PCB, du PA et des organisations sociales » (les années 1970 et 1980).

<sup>21</sup> *Histoire de Bulgarie, classe terminale*. Sofia: Otvoreno obchestvo (en bulgare), 1996, p. 439-440.

<sup>22</sup> *Hommes d'État bulgares, 1944-1989*. M. Radeva (dir.), Sofia, Scorpio (en bulgare), 2005.

<sup>23</sup> *L'homme d'État et l'homme. Todor Jivkov dans la mémoire de ses contemporains*, St. Hr. Karaslavov (dir.), Sofia, Phénomène 21 (en bulgare), 2001.

<sup>24</sup> *Stanko Todorov, L'homme d'État et l'homme*. Iv. Granitski (dir.), Sofia, éd. Zaharii Stoyanov (en bulgare), 2001 ; *Jivko Jivkov : l'homme, l'homme politique, l'homme d'État. Jivko Jivkov dans la mémoire de ses contemporains*, St. Efremov (dir.), éd. Zaharii Stoyanov (en bulgare), Sofia, 2006.

<sup>25</sup> *Todor Zhivkov: Statesman and Builder of New Bulgaria*. Oxford&New York: Pergamon, 1981.

<sup>26</sup> M. Isusov, « Trajčo Kostov – Public Figure and Statesman ». In: *Bulgarian Historical Review*, 1988, 1, p. 3-15.

<sup>27</sup> Cf. les notes 9, 10, 11 et 12.

<sup>28</sup> B. Vassileva, « L'émigration politique bulgare après la Seconde guerre mondiale », in *Pages...*, 1993, p. 190.

<sup>29</sup> *Bulgarie, 1300 ans. Institutions et traditions d'État*, t. 1-3, Sofia, Balgarsko istoritchesko drujestvo (en bulgare), 1981, 1982, 1983.

<sup>30</sup> *Les principes d'État bulgares à travers les actes et les documents*, V. Guzélev (dir.), Sofia, éd. Nauka i izkustvo (en bulgare), 1981; *Les institutions d'État bulgares*, V. Métodiev, L. Stoyanov (dir.) Sofia, éd. Petar Beron (en bulgare), 1986.

<sup>31</sup> *LE PCB, l'Internationale communiste et la question macédonienne (1917-1946)*. Tz.. Biliarski, I. Bourilkova, (dir.). t. I-II. Sofia: Direction générale des archives (en bulgare), 1998, 1999.

- 44 <sup>32</sup> *Luttes et purges au sein du PCB, 1948-1953*. L. Oghnianov (dir.), Sofia: Direction générale des archives (en bulgare), 2001.
- <sup>33</sup> L. Oghnianov, *Le système étatique et politique de la Bulgarie 1944-1948*. Sofia: Académie bulgare des sciences (en bulgare), 1993; Le recueil déjà cité, *Pages de l'histoire bulgare. Événements, Réflexions, Personnalités 2* (Sofia, Prosveta, 1993) est consacré à « l'histoire bulgare d'après-guerre » Le nom « Bulgarie » et l'adjectif « bulgare » figurent dans 12 sur 14 des titres consacrés à la période socialiste ; on constate une seule occurrence de « pouvoir du Front de la patrie » et du « modèle stalinien de socialisme » ; le nom du parti qui gouverne n'apparaît dans aucun titre quoique dans les textes mêmes le parti soit forcément le personnage principal..
- <sup>34</sup> On le constate, par exemple, dans: E. Kalinova, I. Baéva, *Les transitions bulgares, 1939-2002*. Sofia: Paradigme (en bulgare), 2002.
- <sup>35</sup> Par exemple, *Histoire de l'organisation du parti à Roussé*, Sofia, Partizdat (en bulgare), 1971, p. 5-8 ; *Histoire de l'organisation du parti de la région de Sofia*, Sofia, Partizdat (en bulgare), 1982, p. 15-33.
- <sup>36</sup> En font exception, jusqu'à un certain point, les publications suivantes : St. Tzvetanski, *L'évolution organisationnelle du PCB, 1944-1986*, Sofia, Institut d'histoire du PCB (en bulgare), 1988. Quelques études présentent l'évolution organisationnelle du parti communiste aussitôt qu'il prend le pouvoir : P. Avramov, « L'organisation du PCB après sa sortie de la clandestinité (le 9 septembre 1944 – février 1945) » (en bulgare) in *Istoricheski pregled*, 1965, 2, p. 3-21 ; M. Issoussov, « La création d'organismes dirigeants légaux du POB (c.) » (en bulgare), in *Vekové*, 1982, 1-2, p. 43-52.
- <sup>37</sup> Tch. Marinov, *L'Impasse du passé. La Construction de l'identité nationale macédonienne et le conflit politico-historiographique entre la Bulgarie et la Macédoine*. Vol. 1-2. Thèse de doctorat. EHESS-Paris, 2006, p. 409-411, 433, 437, 454, 463, 474, 479-480, 510, 610, 618.